

CTSD du 05 septembre 2018

Déclaration préalable de l'UNSA Éducation

Monsieur le Directeur Académique, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD des Côtes d'Armor,

Durant ce CTSD dit « d'ajustements de rentrée » nous allons aborder quelques situations d'écoles pour lesquelles vous envisagez une ouverture ou malheureusement une fermeture.

Sur le papier, cela pourrait paraître comme une rentrée simple, sans aucun problème puisque ne sont prévues que 4 fermetures et 4 ouvertures, dont une annulation de fermeture, la plupart étant déjà actées à ce jour.

Mais la réalité est tout autre et il manque sur les documents reçus hier, dans certaines situations c'est incompréhensible, des écoles où les effectifs sont importants et nécessiteraient sûrement une ouverture. Des élus, des parents sont toujours mobilisés pour la défense de leur école et ce depuis février, il semblerait qu'ils aient beaucoup de mal à être reçus ou ont eu comme réponse une fin de non recevoir. Vous parlez souvent d'équité sur le territoire entre les différentes écoles et à notre tour nous allons le faire. Que les écoles en éducation prioritaire aient une attention particulière par le biais des dédoublements de CP et CE1 voulu par notre ministre est louable. C'est sûr, une baisse des effectifs dans les classes est profitable pour les élèves qui en bénéficient, mais on peut se demander si ce gain va perdurer dans les classes supérieures surchargées. C'est pourquoi l'Unsa Éducation revendique depuis longtemps une baisse des effectifs dans toutes les classes.

Cependant, si cette mesure peut avoir un impact positif sur les élèves et les enseignants concernés, il n'est pas acceptable qu'elle n'ait pas été mieux anticipée et financée par des créations de postes dédiées. En outre, il est bon de ne pas oublier que 75% des élèves en difficulté ne sont pas scolarisés en REP. Où est l'effort du ministère en ce qui les concerne ? Certaines écoles dont les délégations sont présentes ce jour ont sûrement un peu l'impression d'être oubliées voire sacrifiées.

Pour en revenir à cette rentrée à venir, les évaluations nationales CP et CE1 peuvent être un moment de tension des prochaines semaines. Pour le SE-UNSA, il faut plus de transparence sur les finalités pédagogiques des exercices, ne pas en faire un outil de communication politique mais les laisser au rang d'outil pédagogique pour les équipes. Les bugs techniques ne doivent pas se reproduire et le SE-Unsa demande la reconduction du temps dégagé pour saisir les réponses des élèves que nous avons obtenu l'année dernière et localement que des renforts soient possibles pour aider les collègues dans les écoles. Espérons que le mot

confiance y prendra toute sa place, dans les faits.

Le ministre est volontariste pour l'école inclusive mais la bonne mise en place des PIAL n'est pas assurée, faute de moyens supplémentaires et en raison d'un travail fait dans l'urgence, en fin d'année. Nous nous inquiétons de l'impact sur les AESH, notamment dans la constitution de leurs emplois du temps, et sur le suivi des élèves. Nous avons toujours des inquiétudes sur le manque de places pour les élèves en ULIS qui vont se retrouver en structure classique. Nous y associons la problématique de la Segpa de Guingamp.

Rappelons que pour la scolarisation des élèves en situation de handicap, les attentes sont très fortes du côté des familles comme des personnels. Il faut du temps pour construire solidement plutôt que de donner le sentiment de ne faire que de l'affichage et il faut des moyens, c'est indispensable. Il faut aussi prendre en considération ces personnels qui sont dans des situations bien difficiles.

Nous aimerions que cette priorité annoncée pour l'inclusion soit réellement prise en compte lorsque vous fermez des classes dans des écoles où sont mises en place des inclusions. En augmentant le nombre d'élèves par classe vous augmentez les difficultés pour accueillir des élèves en inclusion. Pédervec est un exemple particulièrement parlant, nous y reviendrons.

Puisque nous sommes en CTSD d'ajustements de rentrée, nous craignons que l'ajustement académique, qui a des effets sur notre département, soit trop à l'équilibre pour permettre un fonctionnement correct dans l'année scolaire à venir. Plusieurs indicateurs inquiétants, après quelques jours à peine, nous amènent à penser que nous pourrions vite nous retrouver en difficultés au niveau des remplacements. Nous demandons un abondement de postes pour notre département.

Nous terminerons en rappelant notre attachement aux instances qui vivent leurs derniers instants dans leur configuration actuelle. Est-ce dans l'intérêt du service public et de ses usagers ?

Sûrement pas dans celui des collègues de plus en plus exposés dans l'exercice de leur profession, nous vous avons alertés lors des précédentes instances et continuons à le faire.

Nous vous remercions de votre attention

Robin Maillot pour l'UNSA Éducation